

« Et si le parti restait socialiste ! »

Présentée par Jacques FLEURY

Ancien député

Membre du Conseil National

Ce texte court n'entend pas être un programme ni même un projet. Ce texte appelle à refuser la défaite idéologique, à refuser l'abdication des socialistes devant l'idéologie libérale et capitaliste.

La nouvelle déclaration de principes que le parti vient d'adopter – la cinquième en un peu plus de cent ans - est l'illustration du renoncement idéologique qui s'est installé dans les esprits les mieux armés à gauche. Le texte énumère un certain nombre de valeurs et d'idéaux qu'aucun homme de gauche ne saurait contester. Au-delà de la gauche, rares sont ceux, pourvu qu'ils soient un tant soit peu généreux, un tant soit peu révoltés, qui ne pourraient pas se reconnaître dans un tel texte: il suffit en effet d'être simplement « insatisfait » du monde tel qu'il est ! Qui ne pourrait désormais devenir membre du parti socialiste ? Les conditions sont réunies pour rassembler dans un grand parti fourre-tout qui peut rêver de la victoire électorale ! Mais pour quoi faire ?

Il y a certainement urgence à rassembler tous ceux qui veulent mettre fin au diabolique dessein de Sarkozy de détruire tous les acquis sociaux du XXème siècle. Mais rassembler ne signifie pas exiger de chacun qu'il renonce à son identité. Nous sommes un certain nombre à penser qu'il serait irresponsable, dans le seul espoir de s'assurer une victoire électorale d'ailleurs aléatoire, de renoncer, au sein du parti socialiste, à ce qui fait l'identité socialiste. Les exemples étrangers, autant que nos défaites successives, montrent cruellement que le renoncement idéologique entraîne à terme la défaite politique.

Refuser la défaite idéologique

La faiblesse de la déclaration de principes réside, une fois posés les objectifs généreux, dans un silence pesant sur les références à ce qui constitue historiquement l'originalité des socialistes. Ce texte montre que le parti socialiste n'ose plus affirmer avec force ce qui fait la différence entre un démocrate de gauche et un démocrate socialiste : l'usage par les socialistes de l'outil de la socialisation des grands moyens de production et d'échanges comme moyen de contrer le pouvoir capitaliste, d'assurer la justice sociale et de préserver l'indépendance économique des peuples. Rappelons pourtant que le parti d'Epinais – ce n'est pas si vieux – constatait dans sa déclaration de principes que la détention des moyens de production et d'échange restait « **en dernière analyse, le fondement essentiel du pouvoir** ».

A l'évidence François Fillon avait raison lorsqu'il affirmait récemment que la droite avait enfin remporté la victoire idéologique!

Pourtant, sauf à admettre comme vérité révélée l'affirmation maintes fois répétée par les tenants du libéralisme, que le monde a

changé, que la mondialisation change la donne, qu'il faudrait « changer de logiciel », rien ne justifie l'abandon par les socialistes de ce qui a fondé leur identité au cours du XXème siècle. L'économie capitaliste fonctionne toujours selon les principes qui justifiaient naguère la condamnation radicale du capitalisme par les socialistes et les moyens que ceux-ci souhaitaient mettre en œuvre pour le combattre. Cette condamnation devrait aujourd'hui être encore plus brutale qu'hier parce que la logique capitaliste s'exerce dorénavant sans frontière et que seuls les Etats pourraient, à condition de le vouloir, en limiter les effets catastrophiques.

Nous refusons donc ce qui serait une défaite idéologique ! Il nous faut reprendre le combat de l'idéologie socialiste contre l'idéologie libérale. Y renoncer serait entretenir la confusion qui éloigne les citoyens de la politique, ce serait encourager la « personnalisation » des enjeux électoraux qui caricature le débat démocratique, ce serait, au bout du compte, au mieux entraîner une alternance sans cesse renouvelée entre droite et gauche provoquée par des électeurs devenus des « consommateurs zappeurs » et au pire la pérennité de la droite au pouvoir.

Même lorsque, dans le souci de battre la droite et d'imposer des réformes authentiquement progressistes, les socialistes acceptent de s'allier tactiquement avec des forces politiques d'opposition qui ne partagent pas nos convictions socialistes, ils ne doivent pas pour autant renoncer à leur identité. Au contraire ils doivent dans cette hypothèse la revendiquer avec encore plus de force pour ne pas laisser perdurer cette malheureuse confusion qui nous a conduit depuis des années à la défaite idéologique et qui explique les défaites politiques dans les élections nationales.

Revendiquer notre identité socialiste

Le but du socialisme est de soumettre le pouvoir économique au pouvoir politique. C'est la base de notre engagement. Il est de soumettre l'économie au contrôle du peuple par l'intermédiaire du pouvoir politique issu de l'expression démocratique du peuple. Parce que c'est le seul moyen d'obtenir que l'activité économique profite à tous dans le respect de la justice sociale. Ce but ne saurait être atteint par la soumission de l'économie à la seule loi d'un marché qui, même s'il peut être un facteur parmi d'autres de dynamisme économique,

ne saurait être pour un socialiste la référence essentielle de la vie économique et politique.

L'originalité du socialisme repose sur un constat: le pouvoir économique s'exerce à travers la propriété des grands moyens de production et des grands outils financiers.

Nous débordons d'imagination pour établir des textes protecteurs ou émancipateurs de nos concitoyens. Mais aucune loi n'est suffisante pour encadrer durablement et efficacement le pouvoir quasiment absolu que donne le droit de propriété. Nous le vérifions chaque jour. Nous savons bien qu'il est illusoire d'imposer un code du travail et une législation sociale durablement efficaces dans une économie totalement privée. C'est d'autant plus vrai dans une économie mondialisée qui permet d'échapper aux législations nationales. C'est pourquoi, logiquement – et c'est toujours vrai au XXI^{ème} siècle – les socialistes ne peuvent qu'aspirer à ce que la collectivité démocratique contrôle le plus possible la propriété de ceux des instruments économiques qui déterminent l'indépendance des peuples, leur niveau de vie et la justice sociale. Ce doit être la priorité de leur combat. **Plus la propriété est importante plus elle donne de pouvoir et donc plus elle doit être contrôlée démocratiquement par le peuple.** C'est pourquoi les mots de « nationalisation », de « socialisation », de « municipalisation », ne doivent pas nous faire peur.

Même si, aujourd'hui, la pensée unique et le politiquement correct semblent condamner les fondements originaux du socialisme, les socialistes ne sauraient, sauf à se renier, confondre modernité et abandon de ces principes essentiels dont l'actualité demeure évidente.

Les socialistes avaient raison en 1981 de nationaliser un large secteur de l'économie française. Ils ne peuvent pas aujourd'hui se satisfaire d'une politique de privatisation systématique et encore moins la soutenir ou l'encourager. Ils doivent au contraire rechercher la prise ou le maintien du contrôle de la propriété des grandes activités économiques, parce que les domaines essentiels pour la vie des hommes (éducation, santé, protection sociale, matières premières, eau, ...) ne doivent pas dépendre de la loi du marché, parce que l'indépendance de notre peuple (énergie, informatique, etc.) ne doit pas dépendre des caprices du secteur privé, mais aussi parce que nous devons rester maîtres de la sauvegarde de l'emploi. Le contrôle de la propriété de ces instruments n'est sans doute pas une condition suffisante mais il est une condition nécessaire pour atteindre les idéaux qui rassemblent les socialistes et les hommes et femmes de gauche.

Même s'ils sont évidemment solidaires des combats de tous les progressistes, même s'ils luttent avec vigueur contre le racisme, la xénophobie, le sexisme, l'exclusion, la misère, les inégalités, l'ignorance, le communautarisme, le retour de l'esprit religieux, même s'ils doivent impérativement lutter pour que soit respectée dans les faits la trilogie républicaine « liberté, égalité, fraternité », les socialistes ne peuvent pas réduire le sens de leur combat à la seule générosité sociale ou sociétale et oublier que leur objectif c'est d'abord de rendre au peuple le contrôle de l'économie. Car **aucune des valeurs auxquelles les socialistes sont attachés ne peut être durablement atteinte dans une économie gouvernée par la course au profit, pourtant fondement majeur de l'économie capitaliste.**

Dans cet esprit les socialistes ne peuvent pas, même s'ils sont profondément européens, sauf à rendre incohérent le message qu'ils ont le devoir d'émettre, accepter de soutenir et de ratifier des politiques qui préconisent le jeu total du marché et la privatisation sys-

tématique dans tous les domaines de l'activité économique. Car il n'y a pas de peuples libres, de citoyens libres, dans un univers dominé par ce qu'on appelle le « libéralisme ». N'oublions pas que la seule liberté que propose le libéralisme est « la liberté du renard dans le poulailler ».

De même les socialistes ne peuvent faire aucune confiance à la loi du profit et à la loi du marché pour répondre aux problèmes majeurs du XXI^{ème} siècle – que sont le réchauffement climatique et la raréfaction des matières premières non renouvelables.

Parce que les socialistes doivent se battre pour que tous les peuples du monde aient accès à l'indépendance politique et économique et à un niveau de vie qui les sorte de la misère, ils ne peuvent pas accepter que la loi du profit capitaliste qui s'exerce dans une économie mondiale ouverte sans limite à la loi de la jungle, détruise les emplois existant en Europe et mette en péril jusqu'à l'indépendance économique des européens.

Eveiller les consciences pour gagner la bataille idéologique

Le rôle du parti socialiste est d'abord d'enseigner le socialisme à nos concitoyens, de leur faire partager nos convictions, de leur faire prendre conscience de la façon dont le capitalisme les enchaîne à un mode de vie pour mieux les exploiter. Sans formation politique des citoyens, il n'y a aucune émancipation possible surtout dans une société contrôlée par les médias « libéraux ». Sans formation politique des citoyens il n'y aura pas de victoire pérenne de la gauche. Il faut gagner la bataille idéologique !

Le parti socialiste doit viser à rassembler **d'abord** toutes les forces politiques et sociales éveillées qui refusent de laisser dominer la volonté démocratique des peuples par la toute puissance des forces économiques.

Il n'est ni question de refuser les responsabilités du pouvoir ni d'annoncer pour demain la solution de tous les problèmes. Il est vrai qu'il n'est pas sain de faire des promesses à nos concitoyens qu'une fois au pouvoir nous ne saurions tenir. Mais il n'est pas non plus acceptable qu'au motif qu'il faudrait limiter nos promesses à celles que nous serions assurés de tenir, nous devrions renoncer à rappeler sans cesse notre idéal plus ambitieux. Il faut certes tenir compte du réel, mais notre rôle est de rappeler sans cesse la voie de notre idéal et les moyens que nous comptons utiliser pour y parvenir. L'important est, quand les circonstances et le devoir commandent des réformes, de ne jamais oublier les objectifs fondamentaux du socialisme – ce qu'on appelait naguère la « révolution » - et de ne pas y renoncer. A défaut la défaite idéologique que la droite vient de nous infliger serait définitive.

La nouvelle déclaration de principes présente sans doute un avantage : si elle n'oblige pas à être socialiste pour être membre du parti qui porte ce nom, elle ne l'interdit pas non plus !

Alors profitons-en pour rassembler au sein de ce parti tous ceux qui restent attachés aux fondements du socialisme !

Participer, réagir, diffuser :
www.restersocialiste.wordpress.com